

Vulnérabilités sociales, vulnérabilités de l'environnement

Nathalie Lewis, Université du Québec à Rimouski

Didier Vrancken, Université de Liège

Notices biographiques

Didier Vrancken est professeur de sociologie à l'Université de Liège (Belgique) où il dirige le Centre de Recherche et d'Intervention Sociologiques et la Maison des sciences de l'Homme. Président de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF), ses travaux portent sur l'analyse des politiques publiques et des politiques sociales. Ses analyses sur le « travail sur soi » l'ont amené à s'intéresser aux nouvelles formes de subjectivation contemporaines et à la vulnérabilité autour de la question d'un *nouvel ordre protectionnel* (Parangon, 2010) en émergence.

Nathalie Lewis est sociologue de l'environnement et professeure au département Sociétés, territoires et développement de l'Université du Québec à Rimouski (Québec, Canada) et membre régulière du Centre de recherche en développement territorial. Elle a notamment codirigé le premier *Manuel en langue française de sociologie de l'environnement* aux PUL en 2012. Elle poursuit et codirige actuellement des travaux avec Didier Busca (Université Toulouse – Jean Jaurès) sur la rencontre entre justice environnementale et sociale autour du « gouvernement » des ressources.

Résumé

Longtemps perçue comme une menace pour l'homme, la nature est peu à peu apparue dans sa double « nature » : et menaçante et menacée. Elle se révèle désormais dans sa fragilité et entre dans la sphère subjective, celle d'un sujet qui se sent lui-même fragile, menacé, confronté à une vulnérabilité « environnementale » plus englobante qui lie, affecte les individus et la nature. Une vulnérabilité qui nous entoure, nous « environne » et n'apparaît plus à distance mais se fonde aux rapports sociaux globaux et questionne en profondeur les politiques et les mutations contemporaines des États en matière environnementale. L'État tendant dorénavant à inciter à l'action, à rechercher les intermédiaires et les acteurs pertinents, à accompagner et à solliciter les initiatives privées, à s'appuyer sur la société civile afin de modifier nos comportements.

Mots-clés

Nature – Incertitude – État accompagnateur – Action publique – Protection

Nature menaçante, nature menacée

Les problèmes contemporains liés à la dépendance et à la vulnérabilité des êtres viennent souvent, dans la théorie sociale contemporaine (Vrancken, 2010), souligner les limites d'une gouvernementalité néolibérale qui entend concevoir l'individu comme chef d'orchestre de sa propre vie, tout en contribuant à l'insécuriser. Aussi l'émergence de l'individu vulnérable, comme figure centrale et emblématique de l'attention publique, met-elle en jeu une représentation du monde et du politique qui n'est pas neutre en soi. Ainsi en va-t-il dans le domaine de l'environnement où non seulement la vulnérabilité est au cœur de l'attention politique environnementale, mais au-delà, de la constitution même du concept d'environnement.

Longtemps la nature fut essentiellement perçue comme une menace pour l'homme, comme un élément extérieur dont la maîtrise et la domestication apparaissaient fondamentales tant elles pouvaient remettre potentiellement en question l'idéal d'un individu libre et responsable, maître de lui-même et de son sort. Mais si la perception d'une nature menaçante n'a pas totalement disparu de l'imaginaire occidental, de menaçante, la nature aura elle-même été peu à peu perçue comme menacée. Et menaçante et menacée...

La récente montée en puissance du thème environnemental dans l'espace public traduit ce basculement qui participe à faire entrer l'objet dans notre quotidien. Les « catastrophes » qui se produisent parfois en des points très éloignés de la planète touchent les uns et les autres. Dans un monde saturé d'informations circulant au rythme effréné des événements, l'« autre », en tant que victime, ne nous est plus si éloigné que cela. Les enchaînements complexes d'interactions qui parfois nous dépassent sont relayés par les médias et nous relient d'un bout à l'autre de la planète. L'environnement devient progressivement l'affaire de tous. Terme apparu assez récemment¹, il a fait son entrée en société et est devenu « affaire de société ».

Mais ce déplacement mérite bien que l'on s'y attarde. D'extérieure, abstraite et menaçante, la nature nous apparaît désormais dans sa fragilité. Elle entre dorénavant dans la sphère subjective, celle d'un sujet qui se sent lui-même fragile, menacé, voire dépassé par et face à la nature. Un

¹ Le terme « environnement » serait issu d'un vieux mot français du Moyen-Âge : « environner ». Il disparaît des ouvrages de référence français vers le XVII^e siècle et ne reviendra qu'en 1921, sous la plume du géographe Vidal de la Blache. Il demeure cependant très peu utilisé en français jusqu'en 1960. Il sera repris par la culture anglo-saxonne, à partir précisément du mot « environner ». Le verbe *to environ* apparaît vers la fin du XIV^e siècle dans l'*Oxford Standard Dictionary*. À cette époque, il garde ce sens – moins précis qu'en français néanmoins – d'encercllement (former un anneau autour, inclure). Le sens contemporain sera plus fréquemment utilisé à la fin du XIX^e siècle (1884 : *environmental*). En sciences humaines et sociales, la première occurrence du terme *environmentalist* est signalée en 1916 dans l'*American Journal for Sociology*.

sujet vulnérable affecté par la propre fragilité des autres et... de la nature. Que l'on pose la vulnérabilité par rapport à la menace qui plane sur l'humanité ou par rapport au biosystème, l'exercice nous ramène à notre propre vulnérabilité mais aussi à celle de la nature. Nous nous retrouvons dès lors face à une vulnérabilité « environnementale » plus englobante qui lie, affecte les individus et la nature. Une vulnérabilité qui nous entoure, nous « environne » et n'apparaît plus à distance mais se fonde aux rapports sociaux globaux.

Des réponses collectives en deux moments

Depuis maintenant près de 40 ans, la nature, au sens biophysique propre au domaine des sciences naturelles, a été posée comme « problème » politique (Lascoumes, 1994). Non pas qu'il ne fut pas question d'elle plus tôt dans l'histoire. Au contraire, elle aura toujours été bien présente au travers essentiellement de deux archétypes : la nature bucolique et la nature menaçante (Keith, 1983). Les deux se côtoient sans difficulté sous des rapports différents, selon les époques, certes, mais toujours entre vases et entrechats accompagnant notre développement social. C'est même à l'époque moderne, et plus précisément à l'économie politique, que l'on doit l'idée d'une nature à dominer, d'une nature à vaincre (Candau et Lewis, 2012). Les Lumières, et l'idéal de progrès social, économique, humain qu'elles portaient en elles, contenaient cette idée. Il fallait vaincre la nature en la dominant, en la façonnant. Mais à partir de la seconde moitié du XX^e siècle, des signaux discordants se feront entendre de façon de plus en plus audible. Les premiers signaux d'alarme ouvriront une nouvelle ère d'incertitudes : incertitudes technologiques, incertitudes face au devenir de la planète et à notre propre devenir. Nous y découvrirons notre propre vulnérabilité, mais une forme de vulnérabilité qui cette fois s'inscrira dans le droit fil d'un développement humain ancré dans un monde incertain (Gunderson et Holling, 2001). Avec les tragédies de Hiroshima et de Nagasaki, les mouvements pour la paix (et contre le nucléaire) essaieront partout en Occident. L'embrasement de la rivière Cuyahoga à Cleveland (États-Unis) en 1969, l'incendie de Three Mile Island (1979), une année plus tard la crise du Waldsterben imputable aux pluies acides ou le déversement chimique de Bhopal (1984) sont quelques autres exemples qui marqueront sensiblement les imaginaires et seront à l'origine de mobilisations collectives. On découvre alors, avec ces dernières, que la nature n'est pas seulement naturelle, elle est aussi et avant tout « environnement » (Barbier *et al.*, 2012). Elle est désormais investie par la société civile, relie les hommes, les femmes, les événements et les éléments. Elle n'est plus seulement une extériorité bucolique ou menaçante, mais nous touche, nous concerne tous et devient une

« affaire publique » appelant une réponse de la part des autorités publiques (Busca et Lewis, 2015). Un lien s'est créé entre la fragilité humaine et la fragilité de la nature : les deux sont inextricablement soudées.

Autant la nature « naturelle », celle de nos jardins et des marches en forêt, était concrète, autant cette nouvelle nature menacée l'est beaucoup moins. Elle est planétaire, les forêts amazoniennes sont les poumons de l'humanité. Elle est déroutante, on voit l'impact des déforestations à partir de l'espace. Elle est désolante, ses nappes phréatiques souillées par des déversements d'hydrocarbures tant dans les champs africains que dans les océans qui se jettent sur nos côtes... Elle devient humaine. Elle nous touche, nous émeut, nous rapproche de l'« autre » jadis étranger. À mesure que se révèle la fragilité de la nature apparaît celle de l'humanité qui y trouve là comme un miroir de ses propres incertitudes, voire de ses propres blessures. C'est de manière globale, à partir d'un émoi collectif, d'un cri du cœur que s'opère alors un premier moment. Celui de la prise de conscience d'une vulnérabilité adossée à un mal-développement. C'est encore la stupeur de la « découverte » de cette menace qui pèse sur la nature, élevée à une échelle plus surplombante. La nature devient la planète, la biosphère, Gaïa pour certains, notre berceau nourricier... Les images d'un tout nous liant se succèdent. Les mouvements collectifs de la paix à la nature, de la nature à l'environnement s'attacheront à définir des actions globales, des scénarios inclusifs, liant le Nord et le Sud autour de la vie et de sa fragilité.

Dans un même temps, la notion d'urgence pénètre les esprits. Les changements observés et incriminés se sont en effet produits sur un laps de temps très court, même à l'échelle générationnelle. Ce constat renforce la conviction d'une nécessité d'action. Une action à entreprendre de toute urgence face à la brièveté de l'existence et face au sentiment croissant de vulnérabilité individuelle généré par l'explosion des catastrophes écologiques et leur médiatisation (Lewis *et al.*, 2015). Après la prise de conscience vient alors un second moment, celui de l'action. Il s'agit désormais d'accepter la mise en place d'actions réparatrices, correctrices visant d'abord à « sauver » la nature puis à ralentir notre impact sur celle-ci. Tout un débat s'engage dans le champ de l'action. Pour notre mode de pensée cartésien, il semblait à l'origine possible, une fois le constat des « problèmes » établi, de se réorienter collectivement pour renverser la vapeur. L'appareil onusien et bon nombre de pays industrialisés mettront en place des mesures/programmes/actions visant à contrer les « problèmes » d'environnement sans toutefois remettre en question les voies du développement (Kiss et Sicault, 1972 ; Vivien, 2001).

Des soutiens aux groupes environnementaux seront progressivement apportés. La Conférence de Rio (1992) et les Agendas 21 participeront de cette phase démonstrative. L'action prendra alors le pas sur la réflexion, sur les questionnements éthiques. L'horizon temporel se contractera autour de l'urgence nous faisant par là entrer dans un autre régime de temporalité sociale. Un temps du présent (Hartog, 2003), anthropocentré et rivé à sa propre historicisation (Stengers, 2008).

État protecteur, État intervenant

C'est précisément sous sa forme providentielle (Schnapper, 2002) que l'État sera confronté à la question environnementale, celle de la prise de conscience de notre vulnérabilité face au mal-développement (premier moment). C'est ce même État providentiel qui apprendra à se mettre en action pour trouver des réponses (second moment).

Au premier moment, l'État-providence, dans la diversité de ses formes (Esping-Andersen, 1999) reconnaîtra les « problèmes environnementaux » au début des années soixante-dix, en pleine période de désenchantement des « Trente glorieuses », des premières crises pétrolières, de repositionnement d'un modèle qui ne disparaît pas mais s'adapte aux problèmes conjugués de l'emploi et du vieillissement de la population. Assez paradoxalement sans doute, l'enjeu environnemental viendra questionner la légitimité des États occidentaux amenés à maintenir et à redéfinir leur rôle protectionnel tant à l'échelle économique, sociale ou géopolitique qu'internationale. Le défi sera de taille. Au détour des années 1990 puis 2000, cet État en crise sera traversé par de nouveaux mouvements d'inflexion, devenant de plus en plus un « État accompagnateur », voire un État intervenant (Vrancken, 2010). En soi, l'État ne tergiverse pas sur sa mission protectionnelle, mais il la redéfinit. Celle-ci va d'emblée connaître une évolution singulière : cet État protecteur se veut en même temps incitatif, accompagnateur des initiatives. L'incertitude fondamentale que révèle les bouleversements de la nature-planète sur la vie en société ne peut être « réglée » par l'acteur étatique : il n'en a pas les moyens (ressources, connaissances, outils capable d'aborder la complexité, etc.) ou ne souhaite pas nécessairement mettre en place des moyens adéquats qui risqueraient de déstabiliser l'ordre établi. Il n'est pas contre la protection, mais ne veut ni se retrouver en première ligne ni y consacrer trop de moyens. Il accompagne un passage vers une éventuelle résolution. Dans la lignée de ce qui se produit actuellement au niveau des politiques sociales et de l'avènement d'une activation de ces dernières (Vrancken, 2014), l'État facilite, implémente, incite à l'action, recherche les intermédiaires et les acteurs pertinents, sollicite les initiatives privées, s'appuie sur la société civile afin de modifier

nos comportements. Ainsi toute une panoplie de solutions et de dispositifs sont-ils proposés afin de responsabiliser tout un chacun, de faire « un geste pour la planète ». Les bacs à recyclage au volume en croissance exponentielle, le retrait récent par Ottawa des microbilles de nos exfoliants et dentifrices, les incitations au transport actif, l'éducation à l'environnement portée par le déploiement d'« éco-conseillers » dûment formés pour nous accompagner sont autant de mesures visant à infléchir nos comportements tout en nous sensibilisant aux risques face à un environnement vulnérable et « vulnérabilisant ».

Les sociétés libérales qui promeuvent à la fois l'individu et la liberté en tant que valeurs cardinales encouragent, dans le même temps, sa propre vulnérabilité. En gouvernant par le risque, en permettant à l'individu moderne de se penser et de se vivre en tant qu'entrepreneur de ses conduites, elles le confrontent paradoxalement au risque, le vulnérabilisent, l'invitent, comme tout entrepreneur, à « vivre dangereusement ». Et ce, au sein d'un monde où nos réponses collectives ne peuvent désormais être pensées sans prise en compte de notre propre vulnérabilité et, de manière concomitante, de celle de l'environnement qui trouve à s'y constituer.

Bibliographie.

Barbier, R. *et al.* (dir.) (2012). *Manuel de sociologie de l'environnement*, Québec, Presses de l'Université Laval.

Busca, D. et N. Lewis (2015). « The territorialization of environmental Governance. Governing the environment based on just inequalities ? », *Environmental Sociology* (Routledge), vol. 1, n° 1, p. 18-26.

Candau, J. et N. Lewis (2012). « Un regard particulier sur les postulats sociologiques de Marx et Durkheim à l'heure de la sociologie de l'environnement » dans Barbier R. *et al.* (dir.), *Manuel de sociologie de l'environnement*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 63-78.

Esping-Andersen, G. (1999). *Les trois mondes de l'État-providence. Essai sur le capitalisme moderne*, Paris, Presses universitaires de France.

Gunderson, L. et C. S. Holling (2001). *Panarchy : Understanding Transformations in Systems of Humans and Nature*, Washington, Island Press.

Hartog, F. (2003). *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil.

Keith, T. (1983). *Man and the Natural world : Changing attitudes in England, 1500-1800*, London, Allen Lane.

Kiss, A.-C. et J. D. Sicault (1972). « La Conférence des Nations Unies sur l'environnement (Stockholm, 5/16 juin 1972) », *Annuaire français de droit international*, vol. 18, n° 1, p. 603-628.

Lascoumes, P. (1994). *L'éco-pouvoir. Environnement et politique*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui/Écologie et société ».

Lewis, N. *et al.* (dir.) (2015). « Dossier : Temporalités, action environnementale et mobilisations sociales », *Vertigo*, vol. 15, n° 2.

Schnapper, D. (2002). *La démocratie providentielle. Essai sur l'égalité contemporaine*, Paris, Gallimard.

Stengers, I. (2008). *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, Paris, La Découverte.

Vivien, F.-D. (2001). « Histoire d'un mot, histoire d'une idée : le développement durable à l'épreuve du temps », dans Jollivet, M. (dir.), *Le développement durable, de l'utopie au concept. De nouveaux chantiers pour la recherche*, Paris, Elsevier, p. 19-60.

Vrancken, D. (2010). *Le Nouvel Ordre protectionnel. De la protection sociale à la sollicitude publique*, Lyon, Parangon, coll. « Situations & critiques ».

Vrancken, D. (2014). *Le crépuscule du social*, Liège, Presses de l'Université de Liège, coll. « Manuels ».